EN RÉSISTANCE

BELGIQUE 1940-1944

[Sous la direction de]
Chantal Kesteloot
& Bart Willems

Racine

04 INTRODUCTION

08 1940

10 L'appel à la Résistance depuis Londres
14 La *Witte Brigade*
18 L'enfer de Breendonk
22 Les premiers journaux clandestins
30 Les premiers réseaux de renseignement
34 L'éveil des consciences

42 1941

44 L'« invention » du signe V
48 Le mythe fondateur du Front de l'Indépendance
54 Des enseignantes liégeoises à la tête de journaux clandestins
58 Premier parachutage d'un agent du SOE
62 Des femmes manifestent contre la faim
66 Le Service D et l'interception de lettres de dénonciation
70 L'*Aktion Sonnenwende*
74 Premier assassinat politique de la Résistance
78 Premier trajet de soldats alliés du réseau Comète
82 Les Partisans passent à l'action
90 L'Université libre de Bruxelles ferme ses portes
94 Cinq résistants exécutés en représailles

100 1942

102 Arrestation de sœur Angelina Van der Hallen
106 L'exécution de Marina Chafroff
110 Bruxelles secouée par des attentats
118 Une résistance d'extrême droite…
126 L'attaque du Bois du Cazier
130 La Sipo-SD s'en prend aux ouvriers de la réparation navale
136 Charles Claser arrive à Londres
142 Attentat du Corps mobile des Partisans armés
146 Les Juifs plongent dans la clandestinité
150 Création du Poste de Commandement belge à Grenoble
156 En marge de la Résistance

SOMMAIRE

158 1943

160 Un raid audacieux contre la Gestapo

164 Les « maquis » se développent

172 Un double assassinat à Bruxelles

176 L'attaque du XXe convoi vers Auschwitz

180 Des Partisans soviétiques en Ourthe-Amblève

184 Des Congolais au Refuge 24 de l'Armée secrète

188 Dynamitage d'une locomotive près de Louvain

194 Le « compromis des Quatre » et le faux *Drapeau rouge*

198 Création du réseau Socrate

202 Un « faux » *Soir* dans les kiosques !

206 Un meurtre crapuleux de la « Bande de Max »

210 1944

212 Des fonctionnaires financent l'Armée secrète

216 Walthère Dewé abattu à Ixelles

220 La « Grande Coupure », un sabotage hors norme

224 La Résistance et le Débarquement

230 Albert Mélot est libéré par l'Armée secrète

234 Marguerite Bervoets est guillotinée

238 Les vengeances de Courcelles et de Meensel-Kiezegem

246 Le train fantôme

250 La Résistance et les opérations militaires

256 La Résistance et les rituels de la Libération

264 1945 et après

266 La difficile mémoire de la Résistance

272 Inauguration du Monument national à la Résistance

276 Rue de la Résistance. La Résistance dans l'espace public

282 LES AUTEURS

284 BIBLIOGRAPHIE

288 ABRÉVIATIONS

INTRODUCTION

Chantal Kesteloot & Bart Willems

Lorsque l'Allemagne nazie occupe la Belgique en mai 1940, la vie d'environ 8,4 millions de personnes s'en trouve bouleversée. Pour la plupart des Belges, l'occupation est un choc. Chacun tente de s'adapter pour parvenir à traverser les années de guerre. Seule une petite minorité – estimée à 2 à 3 % de la population âgée de 16 à 65 ans – choisit de s'engager activement dans la Résistance. Ce sont ces hommes et ces femmes que cet ouvrage entend mettre en lumière.

Ces pourcentages ne reflètent toutefois pas toute la réalité. Nombreux sont ceux et celles qui se sont opposés de diverses façons à l'occupant sans demander de reconnaissance officielle au lendemain du conflit. D'autres, parmi lesquels de nombreux étrangers actifs dans la Résistance en Belgique, n'ont pu prétendre à cette reconnaissance. La contribution d'un nombre considérable de résistants est dès lors restée longtemps méconnue.

Dans la mémoire collective également, la Résistance n'occupe qu'une place assez modeste. Des noms tels que Léon Degrelle, August Borms ou Irma Laplasse sont connus de nombreux Belges, mais d'autres tels qu'Andrée De Jongh, Youra Livchitz, Walthère Dewé ou Marcel Louette n'évoquent souvent rien. Cela témoigne non seulement de notre méconnaissance de la Résistance, mais aussi de la façon dont l'histoire de la Seconde Guerre mondiale a longtemps été abordée en Belgique.

Cet ouvrage est une initiative du Réseau d'histoire de la Résistance, un groupe d'historiens et d'historiennes qui souhaite encourager l'étude de la Résistance en Belgique pendant la Seconde Guerre mondiale et partager de nouvelles perspectives avec un large public. Il existe en effet des stéréotypes tenaces concernant la Résistance. Ainsi, l'idée selon laquelle la Flandre aurait surtout collaboré tandis que la Belgique francophone se serait principalement engagée dans la Résistance reste très répandue. De même persiste l'idée selon laquelle la plupart des résistants ne se seraient mobilisés qu'à l'extrême fin de la guerre et que la Résistance n'aurait eu qu'un impact militaire limité. Parfois, la Résistance est même dépeinte comme dangereuse ou imprudente. À l'inverse, il existe aussi une image fortement idéalisée des résistants, présentés comme de purs héros luttant exclusivement pour la défense des valeurs démocratiques. Cet ouvrage vise à dépasser ces oppositions et à mettre en lumière la diversité et la complexité de la Résistance.

L'intérêt pour les victimes du régime nazi et pour la Résistance connaît un réel regain ces dernières années. À cet égard, ce sont surtout les récits héroïques qui retiennent l'attention. Mais voir la Résistance comme une longue épopée laisse dans l'ombre des pans entiers de la réalité historique. Les êtres humains ne sont jamais unidimensionnels. Les résistants, eux aussi, ont des doutes, commettent des erreurs et présentent des zones d'ombre. Le passé n'est pas un simple *patchwork* de récits mettant en scène des héros et des méchants.

Pour vraiment comprendre la Résistance en Belgique, les archives restent indispensables. Témoignages directs du passé, elles nous permettent de saisir précisément les manières d'agir, les choix effectués, les risques pris, sciemment ou non.

On a longtemps cru que la Résistance n'avait laissé que fort peu d'archives. Cela pouvait sembler logique : ses activités se déroulaient par définition dans la clandestinité et la moindre trace pouvait être source de danger. Alors que la collaboration – qui avait pignon sur rue – est souvent bien documentée, la Résistance n'a pas constitué de dossiers administratifs classiques, ni rédigé de comptes rendus de réunions, ni rassemblé des collections de photographies ou de correspondances. En outre, parmi ces rares documents, nombre d'entre eux ont été délibérément dissimulés ou détruits afin de ne pas mettre en danger les personnes et les réseaux.

Ce n'est pas pour autant qu'aucune source n'existe. Loin de là. Ces documents sont souvent dispersés entre différents services d'archives, centres de documentation et musées, et restent en grande partie inédits. Il s'agit notamment de récits, souvent rédigés au lendemain du conflit, qui nous offrent un aperçu unique du fonctionnement de la Résistance. Pour aider ceux qui souhaitent se lancer eux-mêmes dans ces recherches, le Centre d'Étude Guerre et Société (CegeSoma/Archives de l'État) a publié en 2020 l'ouvrage *Papy était-il un héros ? Sur les traces des hommes et des femmes dans la Résistance pendant la Seconde Guerre mondiale*. Cette importance accordée aux archives pour l'étude de l'histoire de la Résistance se retrouve également en France. En 2024, Fabrice Grenard, par ailleurs directeur scientifique de la Fondation de la Résistance, a publié un ouvrage de synthèse intitulé *Les années Résistance 1940–1944*. Il fait la part belle aux documents et aux ressources iconographiques. Il nous a servi de boussole.

S'appuyant sur des centaines de documents, dont beaucoup étaient jusqu'à récemment pratiquement

inconnus, *En Résistance* revisite l'histoire de la Résistance, et en retrace l'évolution, depuis ses premières formes, souvent modestes, jusqu'aux combats de la Libération. Cet ouvrage ne propose pas une histoire totale de la Résistance en Belgique, préférant offrir un aperçu dynamique des nombreuses formes d'opposition à l'occupant. À travers des récits connus et d'autres singulièrement méconnus, les auteurs et autrices montrent à quel point la Résistance est multiforme et complexe. Dans de brèves contributions s'appuyant sur des documents d'archives, des journaux clandestins et des photographies, de nombreuses activités de la Résistance prennent vie.

Les premiers actes de résistance se limitent souvent à des gestes symboliques. Mais peu à peu, l'engagement gagne tant en ampleur qu'en intensité, même si la Résistance reste un phénomène minoritaire. Parallèlement, la répression de l'occupant se durcit sans cesse. Cet ouvrage met également en lumière des personnalités et groupes marquants tout en replaçant la Résistance dans un cadre historique plus large. En effet, cette histoire ne se déroule pas uniquement en Belgique occupée.

Elle revêt également des dimensions internationales, qui vont du rôle joué par l'Internationale communiste (Komintern) à celui des réseaux de renseignement britanniques. Elle concerne aussi bien des personnalités de premier plan que de simples citoyens. De plus, elle ne s'arrête pas en 1945. L'ouvrage examine également les traces laissées par la Résistance dans la société belge et les raisons pour lesquelles nous nous y intéressons à nouveau aujourd'hui.

Ce n'est certes pas le premier ouvrage consacré à la Résistance. Mais plus de quatre-vingts ans après les événements, le temps est venu de se poser de nouvelles questions en bénéficiant de nouveaux outils de recherche. Mentionnons notamment les sites *www.resistanceinbelgium.be* qui propose une base de données permettant d'accéder aux archives des milliers de personnes engagées dans la Résistance en Belgique ou encore *www.belgiumwwii.be* qui se consacre intégralement à l'histoire de la Belgique durant la Seconde Guerre mondiale. Parallèlement, le besoin d'informations historiques fiables est plus grand que jamais. Avec cet ouvrage, le Réseau d'histoire de la Résistance se donne pour objectif d'apporter un regard neuf sur la Résistance en Belgique, espérant ainsi ouvrir la voie à de nouvelles recherches et contribuer au renouveau d'une historiographie critique et fiable.

28 mai 1940. La Belgique capitule. C'est le début d'une occupation dont on ignore alors qu'elle va s'étendre sur plus de quatre ans. À l'heure de la fin des combats, de nombreux Belges sont encore sur les routes de l'exode. L'été sonne l'heure du retour chez soi et de la confrontation avec un occupant qui, à bien des égards, se distingue des souvenirs de l'été 1914 restés bien présents. Cette fois, cette présence n'est pas synonyme de massacres de civils et d'incendies volontaires. Il est plutôt question d'un occupant se montrant souvent bienveillant et courtois, contribuant ainsi à brouiller les pistes. L'été 1940 est très singulier. La démocratie belge est en crise, le gouvernement erre sur les routes de France. En Belgique occupée, une politique du moindre mal se met en place. L'Allemagne paraît, elle, invincible. Seule la Grande-Bretagne continue de lui tenir tête et, depuis la capitale britannique, des appels à résister sont lancés par les premiers Belges arrivés sur place. Mais qui les a entendus ? Dans ce contexte, ils ne sont guère nombreux à s'engager en Résistance. L'heure est à la résignation. Certes, le souvenir de la Grande Guerre pousse certains à retisser les fils des réseaux de 1914–1918 dans une démarche qui pourrait se résumer par la formule « on prend les mêmes et on recommence ». Plusieurs structures ont d'ailleurs été remobilisées dès 1939. C'est ainsi que naîtront les premiers réseaux de renseignement dont le rôle ira croissant au fil de l'occupation. D'autres mouvements – dont la future *Witte Brigade* à Anvers ou le mouvement Wallonie libre à Bruxelles – apparaissent également dès l'été 1940.

Sous ces formes encore balbutiantes, la Résistance s'inspire en réalité de la première occupation. C'est ainsi que dès l'été paraissent les premiers journaux clandestins. Il s'agit souvent de simples feuillets recto/verso. Si la plupart disparaîtront, dix-neuf des nonante-cinq titres parus en ces premiers mois d'occupation subsisteront jusqu'à la Libération. Cette presse gagnera en importance, jouant un rôle essentiel pour soutenir le moral de la population. Très vite toutefois, elle est repérée par l'occupant qui n'aura de cesse de la traquer. Car si, en 1940, il continue à se montrer soucieux de son image, il n'en développe pas moins des outils de répression redoutables, dont le camp de Breendonk, où les premiers détenus arrivent dès l'automne.

Mais les engagements se nourrissent également de symboles. À l'instar de ce qu'avait pu représenter le 21 juillet vingt-cinq ans plus tôt, en 1940, c'est le 11 novembre qui focalise l'attention. Ce jour-là, principalement à Bruxelles mais aussi dans d'autres villes du pays, des patriotes se retrouvent autour de lieux symboliques. C'est l'occasion de marquer son attachement à la Belgique et son rejet du « Boche ». Un certain esprit de résistance émerge…

1940

Ébauche du discours prononcé par Marcel-Henri Jaspar, le 23 juin 1940, à la radio de la BBC.
AGR, Archives Jaspar, 2036

L'APPEL À LA RÉSISTANCE DEPUIS LONDRES

23.06.1940

Christoph Brüll

« Belges, mes chers compatriotes, [...] la guerre pour la libération continue et continuera jusqu'à la victoire. Je suis arrivé à Londres dans ce but. [...] Notre place est à côté de ceux qui luttent pour l'indépendance et la liberté des peuples. Nous leur apporterons les ressources considérables dont nous disposons encore, en Europe et au Congo. [...] L'heure n'est pas aux larmes, mais à l'action [...]. Dieu protégera la Belgique et ses alliés ».

C'est par ces mots que Marcel-Henri Jaspar s'adresse le 23 juin 1940 à la population belge via les ondes de la BBC. Arrivé à Londres deux jours plus tôt, il noue des contacts avec le général de Gaulle, à qui il soumet son discours. Il ne rentrera pourtant pas dans l'histoire comme l'« homme du 23 juin » ou le « premier résistant belge » – un rôle qu'il s'attribuera lui-même trente ans plus tard. En Belgique occupée, Paul Struye, avocat et bientôt résistant, note à propos de ce qu'il vient d'entendre : « Quelques phrases déplaisantes. Une emphase déplacée. Mais, quant au fond, il a raison et cela fait plaisir d'entendre cette voix belge dominer de son énergie la veulerie générale ». Struye perçoit également le désaccord entre Jaspar et les autres ministres, alors en exil à Bordeaux, qui désapprouvent son départ et le considèrent comme ayant renoncé à son poste de ministre de la Santé publique. Cette détermination à poursuivre la lutte contre l'Allemagne n'a pourtant rien de surprenant. Comme l'a noté Jean Stengers, Jaspar était le ministre du gouvernement Pierlot qui connaissait le mieux l'Allemagne et avait le mieux compris ce qu'était le nazisme – le fait que son épouse était juive y a sans doute contribué.

23/Juin 1940

Belges,

mes chers compatriotes.

Des agences de presse ont annoncé que le gouvernement belge ~~refugié~~ exilé au Portugal avait décidé en fait de cesser la guerre. C'est faux. La guerre pour la libération de notre patrie continue et continuera jusqu'à la victoire. Je suis arrivé ~~J'ai gagné~~ en Angleterre dans ce but. J'y attendrai ceux de ~~mes~~ mes collègues qui tenteront ~~de~~ et qui réussiront à leur tour le voyage que j'ai fait. En attendant, ~~seul~~ ministre en fonctions, ~~libre de~~ et ~~que~~ dont personne ne peut contester le mandat, dont j'ai été légalement investi, je continue la guerre. L'article 82 de notre constitution nationale est formel : ce ~~qui valait pour treize ministres vaut pour deux~~. Je ne suis le prisonnier de personne, à ce titre j'exercerai seul s'il le faut les responsabilités du pouvoir. Ma tâche est lourde. Je ne l'ai pas choisie. Les circonstances me l'imposent. J'accepte les responsabilités qui m'échoient avec la volonté ardente

La presse britannique consacre de nombreux articles à Marcel-Henri Jaspar, qui est alors le seul ministre du gouvernement belge à vouloir poursuivre, depuis Londres, la lutte contre l'Allemagne nazie aux côtés de la Grande-Bretagne. Ce n'est qu'à partir du 22 octobre que le gouvernement belge de Londres devient une réalité mais Marcel-Henri Jaspar n'en fait plus partie.
AGR, Archives Jaspar, 2037

Dès le 25 mai 1940, des militaires belges se réunissent à Tenby, sur la côte sud du Pays de Galles d'où ils entendent poursuivre la lutte aux côtés de la Grande-Bretagne. Le discours et l'attitude de Jaspar les encouragent dans leur engagement.
AGR, Archives Jaspar, 2050

L'occupant interdit d'écouter la radio anglaise. Pourtant, de nombreux Belges le font en cachette, car cela leur permet d'entendre un autre son que celui des informations allemandes, strictement censurées. Sur la photo, on reconnaît l'avocat et futur homme politique catholique Paul Struye, engagé dans la Résistance et informateur privilégié du gouvernement belge de Londres.
CegeSoma/Archives de l'État, image 258375

En prenant le chemin de Londres, Jaspar laisse derrière lui les « tribulations gouvernementales ». Dans la capitale britannique, il s'allie au socialiste flamand Camille Huysmans pour former, le 5 juillet, un « Comité national belge », rencontrant l'opposition farouche de l'ambassadeur de Belgique Émile de Cartier de Marchienne. Les activités de Jaspar sont décisives pour susciter le départ vers Londres du ministre des Colonies Albert De Vleeschauwer, qui marque la première étape de la constitution de ce qui sera le « gouvernement belge de Londres » (Pierlot IV) dont Jaspar restera toutefois exclu. Sa nomination comme ministre plénipotentiaire auprès du gouvernement tchécoslovaque en exil annonce toutefois sa future carrière diplomatique.

Si l'appel de Londres de Jaspar n'a connu ni les effets ni la gloire de celui de Charles de Gaulle, il constitue néanmoins un signal fort pour ceux qui veulent continuer le combat contre l'Allemagne : les officiers et soldats ayant rejoint la Grande-Bretagne, mais aussi les opposants précoces à l'occupation nazie. L'utilisation des ondes radiophoniques est alors le seul moyen de toucher de larges parts de la population belge – ceux qui bravent l'interdiction d'écoute des autorités allemandes –, auquel le gouvernement en exil aura fréquemment recours.

L'historiographie a montré que « Radio Londres est intimement liée à l'univers de la Résistance ». La campagne la plus connue est certainement celle des « V », lancée le 14 janvier 1941 par Victor de Laveleye et Jan Moedwil, pseudonyme de Nand Geersens. Dans la mobilisation contre l'occupant, le rôle de la radio – dont Londres devient l'épicentre – est alors indéniable. On peut encore penser aux appels à rejoindre les troupes belges, qui incitent quelques milliers de Belges, dont de nombreux résistants, à emprunter le chemin périlleux vers la Grande-Bretagne. Pendant la deuxième phase de l'Occupation, les services de liaison établis entre Londres et le pays occupé deviennent de plus en plus efficaces. Les appels que le gouvernement en exil adresse à la population afin de poursuivre la lutte contre les Allemands connaissent alors un plus grand succès.



Daily Record and Mail
25-6-40

He Keeps The Belgian Flag Flying Still

M. MARCEL-HENRI JASPAR, 39-year-old Belgian Minister of Health, is able to-day, like Louis XIV., to exclaim, "L'Etat c'est moi."

As the only Belgian Cabinet Minister remaining on Allied soil, he is the only man who can carry on the constitutional Government of his country. He is, in effect, the Belgian Government.

At his London hotel to-day, M. Jaspar, in an interview, reiterated his resolution to place all the resources of Belgium which have escaped the clutches of the invader at the disposal of Great Britain.

M. Jaspar has invited his colleagues who have escaped to Portugal to rejoin him in England—but it is doubtful whether they will be able to do so. In the meantime, his is the sole responsibility of rallying free Belgians and the resources of the Belgian Empire to the Allied cause.

Nottingham Journal
25-6-40

CABINET OF ONE MAN IS NOW IN LONDON

M. Marcel-Henri Jaspar, 39-year-old Belgian Minister of Health, is able to-day, like Louis XIV., to exclaim "L'etat c'est moi."

As the only Belgian Cabinet Minister remaining on Allied soil he is the only man who can carry on the Constitutional Government of his country. He is in effect the Belgian Government.

At his London hotel yesterday, M. Jaspar, in an interview, reiterated his resolution to place all the resources of Belgium which have escaped the clutches of the invader at the disposal of Great Britain.

M. Jaspar has invited his colleagues who have escaped to Portugal to rejoin him in England—but it is doubtful whether they will be able to do so. In the meantime his is the sole responsibility of rallying free Belgians and the resources of the Belgian Empire to the Allied cause.

Evening Standard
25-6-40

M. Marcel-Henri Jaspar, 39-year-old Belgian Minister of Health and only Cabinet Minister of his country on British soil, walking in London to-day. He is trying to rally free Belgians and Belgian resources to the cause of Great Britain and the Empire.

Sheffield Telegraph
25-6-40

M. JASPAR in London yesterday.

He Is The Belgian Government

M. MARCEL-HENRI JASPAR, 39-year-old Belgian Minister of Health, is able, today, like Louis XIV, to exclaim, "L'etat, c'est moi."

As the only Belgian Cabinet Minister remaining on Allied soil he is the only man who can carry on the constitutional government of his country. He is the Belgian Government.

At his London hotel yesterday M. Jaspar reiterated his resolution to place all the resources of Belgium which have escaped the clutches of the invader at the disposal of Great Britain.

M. Jaspar has invited his colleagues who have escaped to Portugal to rejoin him in England, but it is doubtful whether they will be able to do so.

What is left of the Belgian Army is stated to be in Southern France, and there is a possibility of its being evacuated.

Evening Times
25-6-40

BELGIAN CABINET MINISTER IN BRITAIN

M. Marcel-Henri Jaspar, 39-year-old Belgian Minister of Health, as the only Belgian Cabinet Minister remaining on Allied soil, is the only man who can carry on the constitutional government of his country. He is, in effect, the Belgian Government, and, as in a constitutional sense, his colleagues who may have escaped will be able to join him, in the meantime his is the sole responsibility of rallying free Belgians and the resources of the Belgian Empire to the Allied cause.

He reiterated his resolution in London yesterday to place all the resources of Belgium which have escaped the clutches of the invader—both in colonial materials and man-power—at the disposal of Great Britain. His country's merchant fleet, he said, would work in close co-operation with the British Government.

"We firmly believe in the ultimate victory of Great Britain to carry on the fight for freedom at whatever cost, and declaring side by side with her we have full confidence in ultimate victory."

Belgian ex-Service men of Britain yesterday sent M. Jaspar a message saying: "Beg the honour to be at your side to help, in collaboration with our Allies, in the liberation of our beloved Belgium."

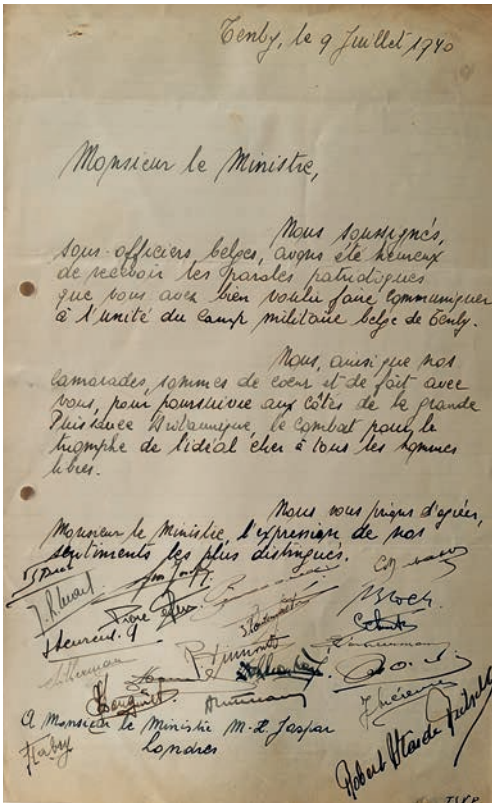
He reached Britain from France with 1,300 other refugees, among whom was "Pertinax," the French journalist. A German bomber which attacked Dover was

Glasgow Herald 25-6-40

BELGIAN CABINET OF ONE M...

Only Minister Remaining on Allied Soil to Rally Countrymen

...



Tenby, le 9 Juillet 1940

Monsieur le Ministre,

Nous soussignés, sous-officiers belges, avons été heureux de recevoir les paroles patriotiques que vous avez bien voulu faire communiquer à l'unité du camp militaire belge de Tenby.

Nous, aussi que nos camarades, sommes de cœur et de fait avec vous, pour poursuivre aux côtés de la grande Puissance Britannique, le combat pour le triomphe de l'idéal cher à tous les hommes libres.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de nos sentiments les plus distingués.

A Monsieur le Ministre M. P. Jaspar
Londres



C. W. O. II
B6
516
C. 2 C. M.

Nº 10

STEEDS VEREENIGD — UNIS TOUJOURS

VOOR EEN VRIJ BELGIË - POUR UNE BELGIQUE LIBRE

Ontspanningsnacht te Charleroi.

Kort raadselachtig vertelsel.

Luxe-auto's stoppen voor een der rijkste hôtel-restaurants.
Een vooroorlogsch banket is gereedgemaakt.
Dametjes van licht allooi komen uit Brussel, (dit vleesch is niet gerantsoeneerd)
Brand breekt uit in het restaurant.
Algemeene vlucht -
Een helpt blusschen en valt van een ladder,
Schedelbreuk is het gevolg.
Wie bekostigt de auto's - en de naphte?
Wie leverde de zeg. ltjes?
Vraag dit en verderen uitleg aan de Heeren Secretarissen-Generaal ad. int LEEMANS en DE WINTER.
Hoe is het met den secretaris van Leemans zijn schedelbreuk?
Och kom, 'n weinig ontspanning is wel noodig.
De dametjes moeten in 't vervolg zulke voorvallen geheim houden.
Het was al erg genoeg zóó
Niet voortvertellen a. u. b.
Uilenspiegel.

ZWARTE LIJST.

Schneider, av. Briamont 69, Antwerpen. Reprezentant-van-Laurens Sigaretten.
Van Overberghe-Verstichelt (modist), Oedenkovenstraat, 69, Borgerhout, man werkt en rijdt met de Duitschers, vrouw is er zeer intiem mede. Zeer gevaarlijk.
Verreyken M. Cronjéstraat 37 te Borgerhout, SS.man.
Praet M St. Marcusstraat 40 te Borgerhout, is op dit oogenblik in Munchen om zijn opleiding te voltooien voor de zwarte brigade.
Verbinnen J. R. Somméstraat 81 te Borgerhout, gewezen klerk van Vulcaan N. V. (kolenopzichter op kaai) heeft altijd logist gegeven (gemeubelde kamers) aan Duitschers en nu natuurlijk zijn de betrekkingen met de Duitschers nog nauwer. Geeft logist aan aanhoorigen der Duitsche Wehrmacht en drijft alle mogelijke smokkelhandel met hen - is zeer Duitschgezind en gevaarlijk De kinderen dragen armbanden van Duitsche inrichtingen en groeten de Duitschers op straat met den Hitlergroet.

Trois diaboliques.

Van den Berghe Marguerite, directrice de l'école professionelle, Rue de Bom à Anvers, a déjà travaillé pour les boches en 1914 et a même été condamné de ce chef, se tient actuellement plus ou moins à l'arrière plan et n'use ouvertement de son autorité que pour défendre sévèrement le port des couleurs nationales.
Van den Berghe Mia, sœur de la précédente, professeur à la même école, a également été en service de l'ennemi en 1914. Fait ouvertement de la propagande boche en classe et dans ses conversations avec les élèves.
Van Ongeval Agnès, professeur d'histoire au même établissement est une hitlérienne 100 % et donne son cours d'histoire nationale entièrement selon les vues de ses maîtres de Berlin.
Le trio susdit vient de commettre un crime du pire genre: elles ont dénoncé et livré à la

FONDS UNPL

« *Steeds Vereenigd – Unis Toujours* », n° 10, premier numéro publié sous la direction de Marcel Louette au printemps 1942. Le journal est initialement créé en janvier 1941 par les frères Victor et Charles Crutzen. Malgré un titre bilingue, les articles sont essentiellement en néerlandais.
CegeSoma/Archives de l'État/
The Belgian War Press

LA *WITTE BRIGADE* ÉTÉ 1940

Babette Weyns

Nous sommes le 23 juin 1940. Le président d'une modeste société de propagande libérale anversoise a convoqué ses membres pour examiner, dira-t-on plus tard, la manière dont pourrait s'organiser la résistance à l'occupant. Cette journée est entrée dans les livres d'histoire comme la date de fondation de la *Witte Brigade*, dirigée par l'Anversois Marcel Louette.

En réalité, il n'est alors nullement question d'une « Witte Brigade », et moins encore d'un groupe organisé. Louette se montre toutefois d'emblée actif dans les réseaux balbutiants de pionniers de la Résistance dans son entourage. Étape par étape, il prendra la tête de l'une des principales organisations en Flandre.

Le 8 juin 1940, après une brève captivité, le lieutenant de réserve Marcel Louette revient à Anvers. Instituteur dans l'enseignement communal depuis 1930, il est très engagé dans la vie associative libérale. En 1936, il devient président de la *Jonge Geuzenwacht* et tente de redynamiser l'association en multipliant les activités, créant ainsi un groupe soudé.

Il souhaite rejoindre la France avec quelques volontaires mais la capitulation du 22 juin change la donne. Louette cherche une autre manière de passer à l'action. La *Jonge Geuzenwacht* et l'enseignement communal lui permettent de sonder ses amis et collègues.

Dès le départ, Leon Boumans et Maria Michiels sont ses personnes de confiance les plus proches. Leon Boumans, âgé de cinquante et un ans, est membre de l'association de longue date. Maria Michiels, dix-sept ans, est la fille adoptive de Louette. Il peut aussi compter sur de nombreuses personnes de son entourage. John Opdebeeck,

membre du comité, est le fils du concierge de l'école. Toute la famille s'engage aussitôt. L'homme à tout faire de la Keistraat possède lui aussi une carte de membre de la *Jonge Geuzenwacht*, et le directeur de l'école est au courant des activités du groupe.

Pour élargir ce cercle, le 21 juillet 1940, première fête nationale sous l'Occupation, il se rend au monument aux morts. Il y rencontre une vieille connaissance qui lui apportera un soutien financier. Son réseau s'élargit aussi par l'intermédiaire de ses contacts au sein de l'armée. Dans le même temps, il demande à sa famille et à ses amis d'ouvrir grand les yeux et les oreilles afin de recueillir des renseignements.

Entre-temps, d'autres initiatives voient le jour, dans la vie associative libérale comme dans l'enseignement. Avec Arthur Degrève, professeur à l'Athénée de Berchem, Louette se charge de traduire *La Libre Belgique*, qui commence à circuler en Flandre. L'un de ses collègues, Wim Luyten, est actif dans un petit groupe de Borgerhout, qui diffuse un journal clandestin bilingue *Steeds Verenigd – Unis Toujours*. Après l'arrestation de ces initiateurs dès novembre 1941, Louette reprend avec son groupe la diffusion de ce clandestin.

Les premiers contacts fructueux entre différents groupes de pionniers permettent d'étendre l'action, même au-delà des frontières de la ville et de la commune. Très rapidement, Louette noue des liens étroits avec un groupe en pleine expansion, originaire de Malines et de Lierre. Ce groupe, dirigé par Georges Lecron, fabricant de quincaillerie âgé de vingt-sept ans, se fait sans doute appeler la *Witte Brigade/Brigade Blanche* à partir de 1941, un nom dont l'origine remonte sans doute à une inscription laissée sur un wagon après une action, en réaction au nom de la *Zwarte Brigade* collaborationniste. Louette prend la tête du secteur anversois.

L'école de la Keistraat peut – au moins jusqu'en juin 1942 – servir de couverture à diverses activités : distribution de journaux clandestins, organisation de planques et transmission de renseignements. Le 23 juin 1942, Louette doit lui-même entrer dans la clandestinité. Georges Lecron, responsable malinois, est arrêté, après quoi Louette prend la tête du mouvement, désormais dans la clandestinité. Son pseudonyme est « Fidelio ». Jusqu'à sa propre arrestation, le 9 mai 1944, il développe méthodiquement la *Witte Brigade*, principalement en Flandre, mais aussi en Belgique francophone. Après la Libération, la *Witte Brigade* compte quelque trois mille membres reconnus. Pour éviter toute confusion, le groupe ajoute le pseudonyme de Louette à son nom officiel et entre ainsi dans la Belgique d'après-guerre sous le nom de *Witte Brigade-Fidelio*.



Étendard de l'association de propagande libérale *De Jonge Geuzenwacht*.

Liberas, Archives de la *Jonge Geuzenwacht*, VLAG104



Dans le langage populaire, « la Résistance » est souvent désignée sous le nom de « Brigade blanche », par opposition aux mouvements collaborationnistes associés à la couleur noire. Afin d'éviter toute confusion, le pseudonyme de son chef, Fidelio, a été ajouté au nom de ce groupe de résistants après la guerre.

CegeSoma/Archives de l'État

Maria Michiels, fille adoptive de Marcel Louette, sans date. Elle est également l'une des chevilles ouvrières de la *Witte Brigade*.

CegeSoma/Archives de l'État, asbl Witte Brigade (Fidelio), Photos





Accueil de Marcel Louette, chef de la *Witte Brigade (Fidelio)*, à Borgerhout, en 1945.

CegeSoma/Archives de l'État, Witte Brigade (Fidelio), Photos, 11



Cette photo prise clandestinement à la gare de Willebroek montre un train de déportation prêt à partir pour un camp de concentration situé dans le Reich. C'est le 22 septembre 1941 qu'un premier convoi part à destination de Neuengamme.
WHI/Mémorial de Breendonk

L'ENFER DE BREENDONK 20.09.1940

Dimitri Roden

Une photographie clandestine prise à la sauvette en gare de Willebroek montre un train de déportation prêt à partir pour le Reich. Dans les wagons à bestiaux se trouvent des prisonniers politiques venus de Breendonk. Depuis septembre 1940, la *Sicherheitspolizei-Sicherheitsdienst* a aménagé ce fort désaffecté en *Auffanglager*. Pendant quatre ans, il servira de camp de transit pour des résistants en route vers les camps allemands.

Breendonk n'est pas le seul lieu d'enfermement des prisonniers politiques. Après mai 1940, l'administration militaire a réquisitionné, en tout ou en partie, des prisons belges à cette fin. Celles-ci devenant rapidement surpeuplées, la Sipo-SD reçoit l'autorisation d'aménager sa propre prison dans le fort.

Les premiers prisonniers arrivent à Breendonk le 20 septembre 1940. Progressivement, outre des Juifs, un nombre croissant de prisonniers politiques y sont internés. Il ne s'agit pas encore de membres de groupes organisés, mais surtout d'individus qui expriment ouvertement leurs convictions antiallemandes ou entravent, de leur propre initiative, l'action de l'occupant. Parmi eux, on trouve des otages : des notables locaux arrêtés après des attentats et maintenus en détention à titre de garantie aussi longtemps que, aux yeux des Allemands, l'ordre n'est pas rétabli.

Le 22 juin 1941 constitue un tournant. Suite à l'invasion de l'Union soviétique, la Sipo-SD arrête à travers toute la Belgique des communistes et autres militants d'extrême gauche. Beaucoup aboutissent à Breendonk, dont la population triple en quelques mois. Les prisonniers politiques forment désormais le groupe le plus important. Dans le même temps, les conditions de vie se détériorent : sous-alimentation,

Ces photos font partie d'un ensemble exceptionnel composé de 37 clichés (intitulés *Juden, - KZ Breendonk 13.6.1941*) pris, le 13 juin 1941, par le photographe allemand Otto Kropf qui travaille comme correspondant de guerre pour les *Propaganda-Kompanien* (PK). Ces photos n'ont jamais été utilisées durant l'occupation. Pendant leur séjour au camp de Breendonk, les prisonniers sont contraints d'effectuer des travaux harassants.

CegeSoma/Archives de l'État, image 53515

Lors de ce même reportage, Kropf photographie les détenus qui attendent leur enregistrement au camp de Breendonk. Seuls les espaces « présentables » du camp ont été photographiés.

CegeSoma/Archives de l'État, image 151644

travaux forcés exténuants et mauvais traitements font de plus en plus de victimes. Les prisonniers sont en outre de plus en plus souvent confrontés à la violence de SS belges.

Outre les privations et les mauvais traitements, la déportation se généralise. Le 22 septembre 1941, un premier transport quitte le fort pour Neuengamme. Dans les années qui suivent, plusieurs transports partent vers Mauthausen, Buchenwald et Vught. Sur ces plus de 1 500 déportés, plus de 60 % ne survivront pas à la guerre.

À partir de 1942, cette évolution atteint un point de rupture et Breendonk devient un lieu où la répression se fait systématique et manifeste. Alors que la Résistance organisée se développe, le régime du camp se durcit. Les convois se multiplient et le fort joue un rôle plus marqué dans la lutte contre la Résistance. La SS aménage des cellules d'isolement pour les prisonniers dont l'instruction est en cours. Dans la seconde moitié de l'année, s'y ajoute une salle de torture, installée dans l'ancienne poudrière.

Au même moment apparaît, à l'arrière du fort, un terrain d'exécution. Le 27 novembre 1942, des otages y sont fusillés pour la première fois, en représailles à l'attentat contre le bourgmestre rexiste du Grand-Charleroi, Jean Teughels. Au total, 184 otages seront exécutés, soit environ la moitié de l'ensemble des otages exécutés en Belgique. L'escalade se poursuit en 1943. Au printemps, l'occupant installe une potence et procède pour la première fois à des pendaisons. Le 10 mai 1943, les Partisans Arnaud Fraiteur, André Bertulot et Maurice Raskin subissent ce sort. Contrairement aux otages, il s'agit ici de résistants condamnés à mort à l'issue d'un procès. Breendonk est le seul lieu en Belgique et dans le Nord de la France où de telles exécutions ont lieu. Au total, 23 prisonniers y seront pendus.

Sur les plus de 3 600 prisonniers enfermés par la SS – quasi exclusivement des hommes, seule une trentaine de femmes y ont été détenues –, la moitié survit à la guerre. En chiffres absolus, le camp reste relativement modeste puisque, après la guerre, l'État belge reconnaîtra plus de 43 000 prisonniers politiques. Breendonk devient pourtant un symbole de la souffrance de l'ensemble de ces prisonniers. Ce qui se joue à l'intérieur des murs du fort – enfermement, travail forcé, torture et exécutions – atteste de la volonté de l'occupant de briser la Résistance par une violence systématique et une terreur délibérée. Après la Libération, le fort servira de lieu de détention pour des personnes soupçonnées de collaboration.